

Monsieur AMARA, représentant des habitants donne lecture du texte suivant :

De heer AMARA, vertegenwoordiger van de inwoners geeft lezing van de volgende tekst:

Monsieur le Bourgmestre,

Madame l'Echevine de la Mobilité et des Travaux publics,

Monsieur l'Echevin de la Sécurité urbaine,

Mesdames et Messieurs, membres du Conseil Communal,

Comme vous le savez, la mise en place du plan « Good Move » à Cureghem pose de nombreux problèmes de concertation, de participation et de respect des habitants du quartier. Aujourd'hui, les habitants sont en colère et se sont organisés en comité indépendant dès l'introduction du plan. Une pétition en ligne a déjà récolté près de 6.000 signatures. Il s'agit d'une mobilisation historique des habitants du quartier pour lancer un signal très fort à l'intention du Conseil communal. C'est pourquoi nous vous interpellons ce soir dans l'objectif de trouver une solution acceptable pour tous et de tenter de renouer le dialogue.

Le quartier de Cureghem connaît depuis plusieurs décennies un processus de relégation important. Pôle économique durant le XIXe siècle et encore aujourd'hui, plusieurs générations d'immigrés s'y sont installées et ont contribué au dynamisme du quartier. Bien que la Maison communale y soit située, les habitants de Cureghem sont encore aujourd'hui considérés comme des Anderlechtois de seconde zone. Il y a à peine une génération, le panneau « Bienvenue à Anderlecht » se trouvait de l'autre côté du canal, au début de la rue Wayez, manifestant une séparation symbolique entre Cureghem et le reste de la commune. L'épreuve de la stigmatisation, de la relégation, du chômage, des violences policières, de l'absence d'investissements dans le quartier ont laissé une trace profonde dans la conscience des habitants. Le processus d'imposition autoritaire de ce plan de mobilité duquel ils ont été exclus a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Par un beau matin du mois de juillet, les habitants se sont réveillés dans un quartier qui avait complètement changé, à coup de blocs de béton, de sens interdits et de panneaux de circulation contradictoires. Ils ont été complètement dépossédés de leur quartier.

La philosophie régionale du plan « Good Move » confond circulation de transit (extra-bruxelloise) et usage de la voiture dans les quartiers populaires. Comme le dit Rudi Vervoort dans le journal « L'Echo » du samedi 10 septembre, « pour la première fois, les mesures prises impactent les Bruxellois et non les navetteurs ». Sans distinction ni proportionnalité, c'est l'ensemble des habitants du quartier qui se trouve aujourd'hui puni. Les transformations de la circulation engendrent des retards énormes qui

perturbent le travail quotidien des médecins du quartier, comme l'écrit Adnan sur le site de la pétition le 16 juillet 2022 : « Je travaille dans ce quartier en tant que médecin généraliste. Cette situation modifiée est complètement aberrante et est responsable de graves problèmes de circulation engendrant des retards énormes. Ça ne peut plus continuer ainsi pour le bien-être de tous ». Nous recevons chaque jour des témoignages en ce sens. Ces retards et complexifications des trajets des habitants engendrent des bouchons nouveaux ainsi que l'allongement des trajets, comme l'explique Imane le 16 juillet 2022 sur le site de la pétition : « Les trajets sont allongés de plus de 15 minutes avant de pouvoir se garer, et si on n'y arrive pas, on doit faire le tour complet de Cureghem pour arriver à la rue de Fiennes ». Les habitants partagent les trop nombreux obstacles produits par ce nouveau plan, dans leurs vies de tous les jours. Le désarroi est vraiment extrêmement profond. La situation est à l'arrêt à la hauteur de l'intersection entre l'avenue Clemenceau et la chaussée de Mons comme l'explique Mina, le 21 juillet sur le site de la pétition : « Il faut rouler presque jusqu'à la rue Wayez, pour accéder aux rues de Fiennes et Jorez ».

De vives inquiétudes se font également sentir sur l'accessibilité au quartier par la police, les pompiers ou les ambulances à cause de blocs de béton. Comme l'explique Aziz qui habite au boulevard de la Révision : « Lorsque je dois aller à la gare du Midi, je dois d'abord me diriger vers l'école P9/10 et seulement après revenir par la rue des Vétérinaires et enfin prendre la rue Bara, ce qui allonge mon chemin de 700 mètres ».

Ce plan a été décidé par des gens qui ne vivent pas notre quotidien et qui prennent des décisions allant à l'encontre des habitants de Cureghem. Le plan pose aussi de sérieux problèmes pour la mobilité des personnes en situation de handicap, comme l'explique Tiago le 18 août 2022. Le plan qui vise d'une façon très abstraite la question du « trafic de transit » semble faire également l'impasse sur les enjeux d'approvisionnement, comme l'explique Nathalie le 16 août 2022 qui est indépendante et qui fait le trajet de Marius Renard à Laeken tous les jours en passant par la gare du Midi : « Comme le sens de la circulation a complètement changé, ce trajet est devenu dangereux, la gare du Midi est devenue presque inaccessible et le trajet par la gare de l'Ouest, sans pouvoir passer devant les abattoirs, est un détour inimaginable. Je dois charger de la marchandise donc il m'est impossible d'aller en transport en commun ».

La stratégie de la Région s'appuie sur le fait que 47 % des ménages n'auraient pas de voiture et semble présupposer que les habitants des quartiers populaires n'en ont pas besoin. Il s'agit là d'une vision macro-statistique très éloignée des enjeux et des pratiques quotidiennes des habitants de ce quartier. En effet, les familles populaires partagent souvent une voiture pour plusieurs personnes, pour ce qui concerne les courses, les activités extra-scolaires, l'entraide sociale, les déplacements médicaux des personnes âgées ou malades. L'ensemble de ces trajets ne peut ni s'effectuer en transport en commun ni en vélo-cargo. Lorsqu'on a une famille nombreuse et qu'on peine à payer ses factures d'énergie ainsi que le loyer, on est contraint de faire des économies en faisant les courses familiales dans les grandes surfaces, se sont alors des réserves importantes qui ne peuvent être acheminées qu'en voiture. Les habitants de Cureghem pratiquent une écologie de subsistance depuis plusieurs générations mais aujourd'hui c'est à eux qu'on s'en prend. Or, on sait qu'une part importante des

émissions de particules fines sont produites par l'industrie, par la production d'électricité et de chaleur ainsi que dans le cadre de la construction des bâtiments. Pour ce qui concerne le trafic de transport, il s'agit très majoritairement de transport routier. Enfin pour ce qui concerne la mobilité automobile, on sait également que l'émission du gaz carbone est très majoritairement dû aux navetteurs. L'émission de particules fines produites par les trajets automobiles des habitants de Cureghem est dérisoire.

Par ailleurs, dans ce quartier où le chômage est très élevé, les habitants sont contraints de faire des trajets bien au-delà de 5 km pour trouver du travail, souvent jusque dans les banlieues flamandes de Bruxelles, voir au-delà. La scolarisation des enfants des quartiers ségrégués nécessite des stratégies familiales d'ascension sociale par la mobilité. L'activité commerciale est tout aussi nécessaire à la vie de quartiers comme celui de Cureghem. Fragilisée par la crise « Covid », puis la crise économique et énergétique, celle-ci est plus précaire que jamais, les commerçants craignent un impact sérieux sur leur clientèle et ainsi devoir mettre la clef sous le paillason. Faut-il rappeler que le secteur du commerce et du transport est de loin le premier secteur en matière d'emplois à Anderlecht avec près de 28 % des postes ainsi que la deuxième commune en termes de nombre de postes dans le secteur du commerce, de la réparation de véhicules automobiles et de motocycles, et la troisième dans le secteur du transport et de l'entreposage. Ainsi, pénaliser et empêcher les stratégies de survie, c'est ségréger davantage les habitants des quartiers populaires, les appauvrir, les pousser à bout et leur rendre la vie impossible.

Dans le contexte de crise sanitaire, social, économique et énergétique actuel, de tels effets constituent une forme de mise à mort sociale imposée aux plus pauvres ! Rudi Vervoort rappelle d'ailleurs à juste titre dans le journal « L'Echo » du samedi 10 septembre dernier, l'importance cruciale de parvenir à concilier la transition énergétique avec la justice sociale. Dans le plan « Good Move » tel qu'il a été imposé à Cureghem, c'est exactement l'inverse qui a été fait : on a forcé de façon autoritaire un « modal shift » sans prise en compte de l'impact social sur la vie du quartier. Il semble que « Groen » ne s'arrête pas là et veut à présent mettre en place une taxe kilométrique, malgré les très grandes difficultés de nos concitoyens à payer l'électricité, le gaz et leurs factures. On se demande alors, dans un tel contexte, pourquoi l'actuelle majorité continue-t-elle de défendre ce plan très impopulaire ? Peut-être que la relation de dépendance au « Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales » est une des explications.

A entendre les justifications de ce plan qui rend la vie des habitants impossible, que ce soit de la part de Elke Van den Brandt, de Bart Dhont ou de Susanne Müller-Hübsch, on a l'impression qu'on tente d'imposer un schéma abstrait sur une complexité bruxelloise et anderlechtoise qui n'est jamais prise en compte. La consultation ayant été catastrophique et accaparée par une petite oligarchie citoyenne très proche de « Groen/Ecolo », on a l'impression que Susanne Müller-Hübsch a appliqué à Cureghem la formule de Pascal Smet qui dit faire le bonheur des gens

malgré eux. Bruxelles, et singulièrement Cureghem, a ses problématiques topographiques, sa géographie singulière et ses sociologies bien à elle. Comme le dit Rudi Vervoort, « Aujourd'hui, on a des gens qui ne parviennent plus à rentrer chez eux. Ils sont coincés dans des embouteillages à 100 m de leur garage et ils deviennent dingues » (« L'Echo », 10/09/22).

Ce n'est pas pour rien que les habitants de Cureghem ont baptisé ce plan « Bad Move ». Loin d'apaiser le quartier, il génère un nombre important de nouveaux problèmes, de tensions et de nuisances dont les habitants se seraient bien passés dans une période aussi difficile. Cela fait des décennies que les habitants de Cureghem ont de multiples revendications pour l'amélioration de la qualité de vie dans leur quartier. Ils n'ont jusqu'ici vu que les blocs de béton de Madame Susanne Müller-Hübsch.

Plus fondamentalement, à travers ce plan d'immobilité, comme avec la gentrification accélérée du quartier, les habitants historiques de Cureghem ont l'impression qu'on essaye de les décourager, de leur rendre la vie impossible, bref qu'on essaye de les remplacer par une autre population, plus branchée, avec un plus fort capital afin d'augmenter l'assiette fiscale de la Commune et de la Région. Les habitants de Cureghem ont subi cette dernière décennie plusieurs incitants financiers de la Flandre pour encourager l'installation de nouveaux habitants qui tentent aujourd'hui d'imposer leur mode de vie. Cela n'est un secret pour personne. Pourtant la particularité d'une ville comme Bruxelles, et singulièrement d'une commune comme Anderlecht, c'est d'avoir des quartiers populaires proches du centre-ville.

La population d'Anderlecht est une population jeune et ambitieuse, pleine de talents, de nombreux nouveaux électeurs voteront pour la première fois aux élections de 2024. C'est elle l'avenir de cette commune et la flamandisation toute relative d'Anderlecht ne fera jamais le contre-poids électoral. Avec ce projet « Good Move », l'actuelle majorité est en train de se mettre une partie importante de l'électorat anderlechtois à dos et pas que à Cureghem. Cela risque de lui coûter très cher en 2024 !

Aujourd'hui, la vie à Cureghem est à ce point devenue impossible et le risque d'embrasement social devant la crise sociale et énergétique qui s'annonce pour cet hiver est tellement important qu'il est devenu indispensable de mettre en place un moratoire sur le plan « Good Move » et de rétablir la situation antérieure. Il ne suffira pas de changer le sens d'un ou deux axes symboliques pour contenter la population. Le problème est beaucoup plus structurel et le sentiment de colère beaucoup trop profond. Est-il nécessaire de rappeler le précédent du boulevard Sylvain Dupuis où la politique de « Groen » à la Région avait déjà créé le tumulte sur Anderlecht, la majorité avait alors dû revoir ses plans. Aujourd'hui, on voit l'échevine de la Mobilité courir dans tous les sens pour faire des promesses contradictoires, comme si elle était en campagne permanente. Ce lundi encore, Madame Susanne Müller-Hübsch a dû se

rendre en urgence au Peterbos. Suite à des promesses contradictoires faites aux habitants, ceux-ci ont dû convoquer l'échevine sur le terrain. Nous nous demandons sérieusement comment Madame Müller-Hübsch qui n'est même pas capable de trouver un aménagement adapté pour deux rues, pourrait-elle continuer à avoir la charge de la Mobilité pour l'ensemble de la commune ?

On ne peut continuer à jouer ainsi avec la sécurité et la vie des Anderlechtois, en négociant la mobilité à la petite semaine. Aujourd'hui, Cureghem est devenu un chaos sans fin pour la mobilité. Seul un moratoire permettra de retrouver l'apaisement que les habitants ont besoin.

A terme, nous avons besoin d'une politique sociale et écologiste en rupture avec l'éco-libéralisme autoritaire du plan « Good Move », une politique qui soit en mesure d'instaurer une véritable justice sociale et climatique, qui cesse de faire payer deux fois la facture carbone aux quartiers populaires. Cela passe à l'échelle de la Région par la mise en place d'un vrai réseau de RER ainsi que de péages urbains qui soit en mesure de distinguer d'une façon sérieuse entre trafic de transit et mobilité intra-bruxelloise. Nous avons besoin d'une planification écologique qui crée l'adhésion par la proportionnalité et la justice. Sans cela, nous connaissons des crises plus profondes encore que la crise des gilets jaunes, et ce, dès cet hiver. Comme nous l'avons dit, à l'échelle de la commune, cela passe par un moratoire et une annulation du plan actuel ainsi que par une renégociation des échéances à venir.

Madame l'Echevine de la Mobilité et des Travaux publics, Madame Müller-Hübsch, votre action a jusqu'ici généré un degré de tension inédit dans la commune. Ce qui a largement contribué à jeter le discrédit total sur la politique que vous entendez mener. Récemment, Stijn D'Hollander, Chef de Cabinet « Groen » à Anderlecht, déclarait qu'« *il n'y aura absolument aucun changement dans notre position politique* ». Vous mettez ainsi également gravement en péril la majorité actuelle. Pour rétablir un minimum de confiance, il importe de faire un geste fort en direction de l'apaisement dans les relations avec les habitants du quartier. Vous devez faire un pas de côté !

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur Cumps, allez-vous, sous la poussée du rétropédalage déjà en cours à Molenbeek, prendre vos responsabilités et acter le véritable différent qu'il y a entre le plan tel que mis en œuvre et les habitants de Cureghem ? Dans une période marquée par un discrédit profond de la parole politique, il serait plus que bienvenu de prendre véritablement au sérieux les doléances des habitants de Cureghem. Mais il ne suffira pas de changer le sens d'une ou deux rues ou de raccourcir le délai de l'évaluation pour mettre fin à la grogne et rassurer la Région sur le bon déroulement du plan. Il faudra plus de courage politique et mettre un véritable moratoire sur le plan.

Monsieur l'Echevin de la Sécurité urbaine et de la Prévention, Monsieur Kestemont qu'en est-il de l'accessibilité des pompiers, des médecins généralistes, des infirmières des soins à domicile, pas seulement en termes d'accessibilité stricte, mais des risques encourus à cause des engorgements et embouteillages, conséquences du nouveau plan de mobilité appliqué. Lors de l'action des partisans pro-Good Move et amis de Elke Van den Brandt et de Susanne Müller-Hübsch du samedi 3 septembre, nous avons pu constater qu'un infirmier tournait en rond depuis près de 20 minutes à la

hauteur de la rue de la Clinique alors qu'il devait se rendre de l'autre côté de la chaussée de Mons, il n'y serait jamais arrivé si un des jeunes stewards ne lui avait pas aimablement dit de prendre le sens unique. Des retours très inquiets émanent aussi de la direction des cliniques Saint-Jean et Saint-Pierre. Y a-t-il une évaluation continue des risques d'engorgement sur ces activités essentielles ?

Il ne s'agit pas uniquement d'une interpellation communale, nous allons continuer notre action, nous allons mettre en place des horizons et nous allons mettre en place des perspectives d'actions concrètes, pour imposer ce moratoire qui est une nécessité de subsistance pour l'ensemble des personnes vivant à Anderlecht, pas uniquement au quartier Cureghem, mais à l'ensemble du pourtour anderlechtois. Nous continuerons nos actions et nous ne nous arrêterons pas là monsieur le Bourgmestre.

G. VERSTRAETEN remercie les habitants pour leur interpellation et s'exprime en français car, malheureusement, les citoyens ne bénéficient pas encore d'une interprétation simultanée. Il a déjà formulé cette remarque à plusieurs reprises. Son interpellation a été écrite en néerlandais ; il est le seul membre néerlandophone de l'opposition, d'origine flamande, mais devenu flamand-bruxellois et habitant de Cureghem depuis presque 5 ans.

Il résume partager les arguments de l'interpellation et estime lui-aussi qu'il faut un moratoire sur le plan. Lorsque ce plan fut discuté au sein du Conseil communal pour la première fois, il existait déjà des premiers signes que le quartier était « fâché » et il avait raison : l'échevine affirmait déjà qu'il y a eu une véritable concertation citoyenne, alors que lui-même n'a rien reçu dans sa boîte aux lettres. Pour un petit trajet, G. VERSTRAETEN roule à vélo car il n'a pas le permis de conduire, il utilise les transports en commun. Déjà pour un petit trajet à vélo, de l'ancienne école des Vétérinaires, à la gare du Midi, l'itinéraire est devenu plus dangereux.

Selon lui, le quartier est laissé à l'abandon. Or, les citoyens ont de vraies questions et font face aux vrais problèmes que tous connaissent ; questions et problèmes qu'il relaie assez souvent : lutte contre les marchands de sommeil, insécurité, insalubrité, manque d'entretien de l'espace public, des trottoirs, des rues, etc. Il demande au Collège de donner des réponses à ces problèmes et non de poser des blocs de béton pendant la nuit. Si on veut vraiment faire quelque chose pour le quartier, si on veut vraiment, pour la première fois, dépenser 4 millions d'euros pour le quartier, il faut faire cela avec les habitants du quartier et non donner aux citoyens le sentiment qu'on dépense ce montant contre le quartier.